



HAL
open science

“ Ethnobiologie mobilisée, ethnobiologie institutionnalisée. Trajectoire mexicaine d’une discipline rebelle ”

David Dumoulin Kervran

► **To cite this version:**

David Dumoulin Kervran. “ Ethnobiologie mobilisée, ethnobiologie institutionnalisée. Trajectoire mexicaine d’une discipline rebelle ”. *Autrepart - Revue de sciences sociales au Sud*, 2017, 81, pp.197-216. halshs-03388931

HAL Id: halshs-03388931

<https://shs.hal.science/halshs-03388931>

Submitted on 5 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ethnobiologie mobilisée, ethnobiologie institutionnalisée Trajectoire mexicaine d'une discipline rebelle

*David Dumoulin Kervran**

« Comment peut-on être ethnobiologiste ? »¹ Ce terme saugrenu peut sonner comme une bizarrerie exotique, un nouveau label à la mode qui ne fera pas long feu. Pourtant, comme les Persans de Montesquieu, ces scientifiques – dont le nom fleure l'oxymore tant les sciences sociales et biologiques semblent regarder deux mondes opposés – nous obligent à questionner notre rapport aux plantes, aux animaux et au développement.

Le terme d'ethnobiologie a d'ailleurs plus d'un demi-siècle d'existence et les pratiques auxquelles il renvoie sont très anciennes. Mieux : l'ethnobiologie constitue bien aujourd'hui un des étendards qui flottent au-dessus du champ de bataille où l'on s'affronte pour donner un sens au projet d'un « développement durable » dans les arènes internationales. Disons que les résultats de cette discipline, ou plutôt ses mots, ses promesses, ses slogans, se retrouvent aujourd'hui à l'envie dans les bouches des journalistes et les copieux rapports de ceux qui font vivre les négociations sur la biodiversité, le développement, la santé, l'agriculture et l'alimentation, le patrimoine et, depuis peu, même sur le changement climatique [Foyer, Dumoulin Kervran, 2017]. « Connaissance ancestrale de la nature »², « diversité bioculturelle »³, « nombre de plantes cultivées », ou « classification des plantes médicinales » : l'usage de ces notions issues de l'ethnobiologie peut pourtant être solidement étayé ou purement rhétorique.

Mais ce succès doit être rapporté à sa capacité à remettre en cause les fondements épistémiques de ce qui est perçu comme une domination occidentale du monde.

* Sociologue, université Sorbonne Nouvelle, IHEAL-CREDA.

1. Cette question renvoie au titre d'un autre article sur les systématiciens, une autre communauté de scientifiques qui forment le cercle au chevet de la biodiversité globale et réinventent des identités disciplinaires et de nouvelles sciences de gouvernement [Dumoulin, Ollivier, 2013].

2. L'expression plutôt vague de « sables ancestrales » a par exemple la préférence du charismatique président bolivien Morales et des diplomates de cet État lors des nombreuses déclarations onusiennes.

3. Cette expression s'est élaborée et stabilisée entre 1988, avec la Déclaration de Belém, fondant la Société internationale d'ethnobiologie et 2001, avec la publication du livre coordonné par Luisa Maffi (On biocultural diversity : linking language, knowledge, and the environment) avant de connaître une diffusion vers les organisations internationales environnementales.

Qu'elle soit perçue comme une manière de démontrer l'existence de sciences dans les autres aires culturelles ou, plus encore, qu'elle soit présentée comme une remise en cause de la domination de la science sur d'autres modes d'appréhension du monde [Argueta, 2011], l'ethnobiologie participe en effet à une remise en cause des définitions de la modernité, de la science et de l'universalisme, tels qu'ils sont issus de la trajectoire euroaméricaine. Non seulement la liste de ce qui est rangé dans les savoirs utiles s'étend considérablement, mais c'est la définition même de ce qu'est un savoir qui vole en éclat. Dans une société mondialisée où « la société de la connaissance » est présentée comme le nouveau paradigme et où l'innovation, les droits de propriété intellectuelle modulent l'activité économique jusque dans les régions marginales [Hayden, 2003 ; Thomas, Boisvert, 2015], ces disputes sur la diversité des formes de savoirs sont loin d'être anodines.

Nous avons choisi de dérouler dans cet article l'histoire spécifique de l'ethnobiologie mexicaine, car elle est ancrée sur une trajectoire nationale de métissage et met bien en valeur l'importance des épistémologies du Sud [De Sousa Santos, 2011]. Il s'agit à la fois de souligner l'originalité de cette discipline, mais aussi de la communauté mexicaine au sein de cette discipline. Une première partie voudrait présenter rapidement les enjeux de la constitution internationale de cette « discipline rebelle », afin de mieux mettre en lumière le positionnement mexicain, puis d'aborder dans les parties suivantes les deux grandes phases de cette trajectoire mexicaine qui ont permis la constitution d'une communauté scientifique de l'ethnobiologie.

Les tensions de l'histoire et la définition d'une discipline

Comment est contée l'histoire de l'ethnobiologie ?

Le premier fil de l'histoire interne écrit par les ethnobiologistes dominants est celui qui s'attache à l'émergence des termes qui permettent de nommer la discipline dans le milieu scientifique dès 1895, apparaît le terme « ethnobotanique » sous la plume de Harshberger dans l'optique de répertorier les plantes qui pourraient avoir un intérêt économique, puis celui de « ethnozoology » utilisé par Mason en 1899 [Clément, 1998a]. Celui d'« ethnobiologie » aurait été proposé pour la première fois par Castetter un peu avant 1940, afin de réunifier ethnobotanique et ethnozoologie dans une science plus large des « peuples primitifs ». Progressivement, la notion de système de savoirs va dépasser cette perspective utilitariste et fragmentaire : en 1954, Harold C. Conklin édite sa thèse fameuse et crée le terme d'« ethno-ecology » pour désigner les rapports encore plus généraux qu'entretiennent les sociétés avec leur environnement naturel, le terme englobant « d'ethnoscience » désignant ce programme de recherche influencé par l'anthropologie cognitive et appelé aussi « New ethnography » qui s'est développé dans le Yale des années 1950 et 1960. Plusieurs chercheurs défendent une analyse des catégories indigènes sur les espèces non plus *etic* (depuis la perspective de l'observateur), mais bien *emic* (replacées au sein de systèmes culturels plus larges) selon une perspective et une méthodologie

permettant d'intégrer progressivement la linguistique structurale au sein du travail ethnographique (voir les références ci-dessous pour cette histoire officielle).

Une séparation s'installe alors entre les études plus centrées sur les classifications, l'anthropologie cognitive et linguistique, et une autre, plus orientée sur l'ethnoécologie, les interactions multiples et la diversité des pratiques environnementales, par exemple dans le courant des *Traditional Environmental Knowledge* (TEK), plutôt canadien et anglo-saxon [Dwyer, 2005 ; Friedberg, 2005]. Cette séparation est aujourd'hui largement dépassée, mais elle renvoie bien aux tensions paradoxales de chacune de ces postures scientifiques. Les premières études visent à identifier certains principes cognitifs transculturels de classement des objets naturels, légitimant l'existence d'universaux humains et de fait, la validité des classifications indigènes, mais elles tendent ainsi à ne les jauger qu'à l'aune de « notre » science et de notre idée de l'objectivité⁴. Les secondes études visent plutôt à légitimer leur efficacité pratique face à la crise environnementale, mais cette valorisation s'applique avant tout à la résolution de problèmes globaux, de la biodiversité au changement climatique. L'ethnobiologie incarne ainsi de manière flagrante cette ambiguïté sur les objectifs et les destinataires de la recherche scientifique⁵.

La définition de la discipline est donc en partie stabilisée. Elle vise l'étude des relations entre groupes humains et entités naturelles dans le temps et l'espace, même si les membres du champ continuent bien sûr à s'opposer sur ses frontières : selon la manière de définir prioritairement ces relations (plus savoirs et cognition, plus savoir-faire et usages, ou plus cosmovision et totalité culturelle ?), selon la qualification des savoirs concernés (appelés « populaires », « traditionnels », « autochtones » ou « paysans », « locaux » ou sans qualificatifs ? [Roué, 2012]), ou encore, selon les unités naturelles considérées (depuis le couple « plantes et animaux », en passant par des listes prenant en compte les champignons, voire les virus, les sols, etc., jusqu'au terme plus englobant pour l'ethnoécologie « d'environnement naturel », incluant les écosystèmes, « composantes biotiques et abiotiques », le climat, etc.). La discipline s'est pourtant largement développée sur d'autres bases que celle de l'anthropologie de la nature qui a cherché à s'en distancier [Descola, 2011 ; Demeulenaere, 2017].

Le second fil de cette histoire internaliste consiste à établir une périodisation, où la période actuelle serait définie en opposition aux périodes précédentes. La périodisation en quatre séquences d'E. Hunn [2007] établie à partir du travail pionnier de Daniel Clément [1998b] s'est à présent largement imposée [Nabhan, 2009 ; Ford, 2011] : la première, depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années 1950 est marquée par une évaluation économique des autres savoirs à travers des listes

4. Le regard surplombant est plutôt celui de l'anthropologie cognitive. Voir un aperçu de ces débats dans [Demeulenaere, 2017].

5. Également, le terme ethnosciences porte avec lui une persistante ambiguïté : parfois utilisé pour désigner les nouvelles sous-disciplines universitaires qui se développent alors (ethnoécologie, ethnopédologie, mais aussi ethnohistoire, ethnomathématiques, etc.), parfois pour qualifier les systèmes de savoirs indigènes eux-mêmes.

d'informations ; la seconde, initiée par Conklin se caractérise par une analyse *emic* des systèmes de classement et d'appréhension du monde vivant. Puis lors des décennies 1970 et 1980, une troisième phase est ouverte par les travaux de Brent Berlin, mais elle se développe surtout dans le champ de l'écologie avec les termes de local, indigenous ou traditional ecological knowledge, and socio-ecological systems. À partir de 1990, une quatrième phase correspondrait, quant à elle, à une collaboration entre scientifiques et communautés et des recherches d'ethnobiologie marquées par les principes de « prior informed consent (PIC) and intellectual property rights (IPR) », mais aussi par les analyses en termes de diversité bioculturelle.

D'autres auteurs [Wyndham, Lepofsky, Tiffany, 2011 ; Wolverton, 2013], ratiifiant cette périodisation, appellent de leurs vœux une cinquième phase qui serait fondée sur des travaux traversant les frontières des disciplines scientifiques et serait orientée plus vers la résolution des problèmes aigus posés par la crise environnementale et culturelle et sur l'importance de dépasser le poids démesuré des Occidentaux au sein de la communauté scientifique de l'ethnobiologie [Hidayati, Merlin, Bussmann, 2015].

Cette histoire consensuelle sur les phases qu'a connue la discipline (écrite par des praticiens et non par des historiens patentés) est bien sûr intéressante parce qu'elle impose dans la communauté une norme sur ce que doit être aujourd'hui le cœur des préoccupations des « ethnobiologistes » et permet de discuter de son avenir. Elle m'intéresse aussi, car elle illustre le passage d'une définition « internaliste » de l'activité scientifique [Pestre, 2006] vers une autre plus focalisée sur les connexions des ethnobiologistes en dehors du monde scientifique. C'est justement le propos de cet article que d'explorer ces connexions dans le cas du Mexique.

La trajectoire mexicaine de l'ethnobiologie : un autre point de vue

Cette dynamique historique de constitution de la discipline appartient bien au développement de politiques globales où coopèrent organisations multilatérales et ONG, à la convergence mondiale de programmes visant à revaloriser la diversité culturelle et à conserver la diversité biologique. C'est pourquoi il est important de ne pas raconter l'histoire de l'ethnobiologie en se centrant seulement sur la dynamique interne de ses débats scientifiques. L'enjeu est donc d'analyser la discipline à la fois en considérant la spécificité de ses pratiques tout en soulignant ses déterminants extrascientifiques, et en considérant la spécificité de sa trajectoire nationale, tout en montrant sa relation avec l'internationalisation de la discipline. Pourquoi donc se focaliser dans cet article sur le cas mexicain ? Non seulement parce que la spécificité de l'ethnobiologie mexicaine est ancrée dans une diversité culturelle et naturelle exceptionnelle (pays « mégadivers » et à la présence indienne – exceptionnelle, autant en diversité qu'en nombre absolu), mais aussi parce qu'il s'agit d'une école fondamentale de l'ethnobiologie qui reste trop peu visible dans les manuels de présentation de la discipline [Evans Schultes, Von Reis, 1995 ; Anderson *et al.*,

2011], où l'histoire de la discipline est racontée de manière « nord-américaine », même lorsque le biais est relevé... [Anderson E. N., 2011 ; Brousse, 2015].

On voudrait ici se focaliser sur « l'ethnobiologie⁶ » mexicaine à partir des années 1970, car elle a connu une véritable renaissance avec un fort projet politique. Si l'on se penche sur une plus grande profondeur historique, les spécificités sont pourtant déjà remarquables. Tout d'abord, l'histoire des recueils d'ethnobotanique est très ancienne et remonte aux premiers temps de l'époque coloniale (la première chaire de botanique est de 1786) [Arturo Gomez Pompa, 1993]. Ensuite, la vitalité de ses recherches s'exprime dans le travail interdisciplinaire sur la pharmacopée et les noms vernaculaires des plantes de l'Institut médico-national (1881-1915) [Hinke, 2012]. Malgré la filiation partielle de cet institut avec les travaux de l'Institut de biologie à partir de 1929, les recherches ethnobotaniques mexicaines sont ensuite très rares, il se passe presque 40 ans sans étude approfondie, même si le Mexique inspire nombre de travaux pionniers, en particulier nord-américains, dans la lignée de ceux du fondateur Maldonado Kroeber (géologue-biologiste) ou du rénovateur de la botanique économique Richard Evans Schultes [Ledesma-Mateos, Barahona, 2003 ; Clément, 1998b ; Barrera, 1979]. Pour ce qui est des études d'anthropologie cognitive ou de l'institutionnalisation de la discipline, si l'on peut y voir un certain retard mexicain, il est bien plus intéressant d'écarter la référence nord-américaine et de montrer toute la richesse de la trajectoire mexicaine. Au Mexique, c'est bien le début des années 1970 qui constitue la renaissance de l'ethnobiologie, et l'histoire de la période 1970-2015 est aussi celle d'une génération, puisque les grandes figures restent en bonne partie les mêmes.

C'est bien sous cet angle des connexions (industrielles [Soto Laveaga, 2009 ; Hayden 2003], étatiques, scientifiques, militantes) et des traductions [Akrich, Latour, Callon, 2006] que l'ethnobiologie mexicaine est ici analysée : une science « mobilisée » qui critique la légitimité des savoirs dominants et prend son sens à travers ses usages politiques. Cette sociologie politique de la discipline, sans pouvoir rentrer très avant dans les contenus des publications, voudrait en dresser un portrait suggestif, et contribuer ainsi à mieux comprendre ce que sont aujourd'hui ces fameux savoirs « autochtones » (catégorie issue des arènes internationales à laquelle on préférera ci-dessous celle qui est en usage au Mexique : « *indígena* »).

Afin de reconstituer la genèse et la structuration de cette communauté de l'ethnobiologie nous permettant de mieux comprendre la nature de cette trajectoire historique mexicaine, les sources mobilisées sont issues de trois corpus différents constitués en 2000-2002, puis en 2014-2015. Le premier est un ensemble d'une vingtaine d'entretiens semi-directifs réalisés parmi les ethnobotanistes les plus reconnus du Mexique. Le second corpus correspond à un vaste ensemble de publications depuis 1970 aux statuts variés : publications scientifiques des membres les plus

6. Ce terme est controversé, mais reste le plus rassembleur au plan international comme mexicain. On l'utilise de manière générique sauf pour la première période pendant laquelle celui d'ethnobotanique était plus utilisé.

reconnus, littérature grise dispersée entre différents secteurs. Enfin, le troisième est un terrain d'observation de trois semaines (observation, entretiens) réalisé en mai 2014 avant et pendant le IX^e congrès de l'Association mexicaine d'ethnobiologie⁷.

Cette analyse vise donc à illustrer la richesse de la trajectoire mexicaine à travers ses grandes séquences depuis les années 1970 : – une première phase surtout marquée par une stratégie discursive et politique de « retournement du stigmaté » (revalorisation des connaissances indigènes et de l'agriculture traditionnelle) et d'engagement du chercheur en faveur de ce monde paysan-indigène, – une seconde phase caractérisée par la cooptation des ethnobiologistes dans les institutions environnementales (ONG, puis ministère de l'Environnement en 1994) – et une dernière phase où ressort l'institutionnalisation académique de la discipline plus unifiée et normalisée. Pourtant, l'analyse plus fine de la trajectoire mexicaine montre que ces trois dimensions permettent des « enrôlements » différents et sont en fait présentes à chaque époque : l'ethnobiologie comme grand récit ou « cadrage » sur la nation et le développement, comme participation aux institutions environnementales, et comme structure académique.

Développement rural alternatif, les nouvelles traditions de l'ethnobotanique (les années 1970 et 1980)

Cette première époque est celle qui remet en cause le plus clairement l'histoire officielle de la discipline. L'étude de la littérature de l'époque ainsi que les récits de première main de ses acteurs montre combien le milieu des années 1970 marque bien au Mexique un tournant pour la recherche scientifique sur l'environnement, comme pour la réflexion sur la nation et le développement, la nature et le progrès. La génération d'ethnobiologistes dont traite cet article (1970-2015) appartient à la génération plus large des intellectuels post-1968 marquée par le tiers-mondisme [Gonzalez Martinez, 1992 ; Simonian, 1999]. L'émergence de ce groupe est à replacer dans un bouquet d'initiatives aux frontières poreuses inspirées d'un croisement entre marxisme et écologie, dont le « premier symposium d'écodéveloppement », une réunion « d'écologie humaine », une mobilisation appelée « pacto ribereño », etc. Cette discipline nourrit d'autres courants critiques du développement par la revalorisation de la localité et ses défenseurs sont donc loin de revendiquer une identification unique. La discipline est en retour influencée par cette transformation plus large.

Cette génération des premiers ethnobotanistes partage certains constats, valeurs et projets dont on peut suivre la postérité jusqu'à aujourd'hui, gonflés d'une légitimité croissante. Elle partage l'urgence de trois ruptures : 1) « aller au peuple », « travailler avec les communautés » pour réinventer avec eux d'autres futurs ; 2)

7. Ce troisième terrain a été réalisé dans le cadre du projet BEKONAL (Building and exchanging knowledges on natural resources in Latin America) (dir. M. Kleiche-Dray, IRD) du consortium européen ENGOV (Environmental governance in Latin America and the Caribbean) (SSH-CT-2010-266710).

« retourner le stigmate » : les populations paysannes (et en particulier indigènes) possèdent un savoir agronomique et écologique utile pour le futur ; 3) « bien gérer les ressources naturelles » et changer de modèle de développement rural (à commencer par les zones tropicales).

(Re)naissance de l'ethnobotanique

Le premier symposium d'ethnobotanique organisé en 1976 est un révélateur très intéressant pour comprendre la (ré)émergence de cette discipline au Mexique, mais quels sont les antécédents de cette dynamique nationale ? La force exceptionnelle qui unit l'ethnobotanique à un projet « national » se dessine, en effet, dans trois projets d'État où les grandes figures de cette génération de biologistes sont formées et socialisées : la commission Dioscôreas (1959-1975) organisée par l'État pour exploiter le *barbasco* sur le marché pharmaceutique mondial des contraceptifs [Gomez Pompa, 1986 ; Soto Laveaga, 2009], le projet d'Uxpanapa à partir de 1974 (suite de la commission Chontalpa) visant à trouver des solutions productives pour les paysans déplacés à cause d'un barrage, et l'IMEPLAN (Institut mexicain des plantes médicinales, puis ses avatars institutionnels) et son travail exceptionnel de recompilation sur la médecine traditionnelle.

Le premier *Simposium de etnobotanica*, en novembre 1976 [Barreda 1979 ; Anonyme, 1982] est véritablement vécu comme un nouveau commencement et peut servir d'acte de naissance de la discipline. Celle-ci se révèle bien comme le point de rencontre d'une grande diversité de recherches⁸, mais apparaît aussi comme très peu stabilisée, ce que la rareté des références illustre dans toute son évidence. Cette naissance est autant basée sur de nouvelles questions et hypothèses de recherche que sur le partage d'une certaine posture de recherche.

Il s'agit d'abord de s'opposer à la domination de la botanique économique et son histoire de spoliation, et de promouvoir une interdisciplinarité laissant plus de place aux approches culturelles et politiques. Pourtant, il s'agit surtout d'un « cocktail agricole de disciplines » (expression personnelle) dominé par les biologistes et agronomes, et l'apport des sciences sociales (à part l'archéologie) reste plus une incantation, ce qui marque une division entre un petit groupe capable de prendre part aux discussions paradigmatiques et une majorité se consacrant à des approches plus descriptives. Un trait qui persistera. Le second élément de cette posture concerne la politisation de l'ethnobiologie et ses alliances à travers une nouvelle manière de penser la nation et le développement⁹. L'ethnobotanique doit questionner la culture académique, être une « discipline radicale » [Brousse, 2015] et s'inscrire dans une

8. Les 42 présentations se répartissent *grosso modo* en quatre parts égales : les définitions, les réflexions sur la méthode et l'avenir de la discipline, puis les présentations sur l'archéologie ou l'histoire coloniale, ensuite une série plus cognitive sur la classification et sur les plantes médicinales, et enfin celles portant sur l'agriculture et l'alimentation.

9. Ainsi l'introduction aux mémoires de ce symposium affirme « [...] la nécessité de trouver dans la pluralité incontournable de nos manières d'être régionales, de faire et de penser, et dans le respect à cette diversité elle-même, une des parties les plus saines du lien idéologique de notre nationalité [...] » [Barrera A., 1979, p. 3].

stratégie politique visant le changement social, « [...] arrêter d'être un auxiliaire scientifique de l'exploitation ou un pur exercice académique, et doit se mettre au service des communautés indigènes et paysannes dans lesquelles elle est pratiquée » [Caballero, 1979, p. 29], ce qui implique des stratégies de restitution/contre-don (*reversión de conocimiento*) vers les communautés.

Écoles et ancrages régionaux de la « science en sandale¹⁰ »

Par-delà cette visibilité unifiée que donne le symposium de 1976, l'ethnobiologie reste, durant cette période, partagée en plusieurs pôles de recherche régionaux organisés autour d'une grande figure, et ses membres gardent des relations discontinues.

Le personnage qui reste la référence charnière de l'ethnobotanique mexicaine est Efraín Hernández Xolocotzi (1913-1991) à l'approche fondamentalement agronomique appliquée aux processus de domestication, à l'étude de la rationalité productive traditionnelle [Hernández Xolocotzi, 1985 ; Díaz León, Cruz, 1998]. Sa critique de la révolution verte et la connexion qu'il opère entre techniques agricoles traditionnelles et identité nationale ont eu une très grande influence jusqu'à aujourd'hui bien au-delà de l'ethnobotanique ; discipline dans laquelle il a formé plusieurs générations à travers des projets dans plusieurs régions du pays. Avec son projet sur les classifications traditionnelles mayas des plantes sylvestres et de gestion des systèmes agroforestiers amorcé en 1976 et qui trouve une continuité jusqu'à aujourd'hui, le botaniste Alfredo Barrera (1926-1980, faculté des sciences de la UNAM) fait le lien entre Hernández Xolocotzi et la recherche d'une foresterie tropicale *tipo maya* menée dans l'INIREB (Institut national de recherche sur les ressources biotiques). L'expansion de cet institut (1975-1988) reste profondément marquée par son fondateur et influent directeur, A. Gómez-Pompa, connu pour sa réflexion originale sur le développement alternatif et la conservation dans les pays tropicaux¹¹. Sa défense nationaliste d'une « ethnobotanique appliquée » vise à montrer la contribution que peuvent représenter les techniques préhispaniques pour répondre à la crise écologique du présent. Il développe dans cette optique des projets forestiers au Yucatán, des expériences sur la transplantation des cultures sur l'eau (fameuses *chinampas*) ou l'usage des fruits de l'arbre *ramón* pour l'élevage.

Parmi les autres chefs de file et pôles régionaux, il faudrait également citer M. A. Martínez Alfaro (1942-2007, Jardin botanique de la UNAM) qui développe pendant 40 ans et avec une forte influence sur les générations suivantes d'ethnobiologistes son « Projet Sierra Norte de Puebla », combinant de multiples perspectives de recherche et plus influencé par les sciences sociales. V. M. Toledo, également de la

10. « Ciencia de huarache » est une expression célèbre de Hernández X. [1978] qui résume un programme.

11. Sur cette trajectoire et sur l'INIREB, on peut renvoyer au site personnel d'Arturo Gómez Pompa : www.agomezpompa.org et en particulier au document « Mi vida en las selvas tropicales. Memorias de un botánico », août 2016 (consulté le 20 décembre 2016). J'ai également effectué des entretiens avec des anciens participants.

UNAM, a développé à partir d'autres régions (Veracruz et Michoacán) un autre courant internationalement reconnu sur les interactions nature/société et qu'il appellera à la période suivante « ethnoécologie » [Toledo V. M., 1995]. Écologue hétérodoxe et théoricien des modernités alternatives, il est à la frontière de plusieurs sphères académiques et développe des programmes de recherche originaux sur les stratégies d'appropriation et de conservation de la nature en zone tropicale.

Une première institutionnalisation fragile dans l'ombre de l'État mexicain

La communauté de l'ethnobiologie tisse alors des liens durables avec certaines communautés rurales du pays, mais ses principales connexions restent universitaires et gouvernementales, et ses espoirs sont principalement d'influencer le modèle de développement de l'État mexicain. À cette époque, les politiques environnementales de l'État mexicain sont encore presque inexistantes, les mouvements écologistes sont très faibles, et les organisations indigènes sont juste en train d'apparaître. Les sphères militantes, scientifiques et celles des politiques publiques sont peu différenciées ; et l'ethnobotanique mexicaine a alors, malgré toutes ses critiques radicales du rôle de l'État dans la destruction écologique et sociale, une dépendance avec les structures étatiques.

Le gouvernement d'Echeverria (1970-1976) incarne ce nouveau « tropicalisme » mexicain – qui crée le Conseil national des sciences et technologies (CONACYT) et de manière volontariste, finance en son sein le premier Programme d'écologie (1974). Il est destiné avant tout aux zones tropicales et va accompagner les recherches sur le développement alternatif au Mexique à travers le financement de centres de recherche parapublics, dont le fameux INIREB. À partir de la crise financière de 1982 et de l'arrivée du modèle néolibéral, le discours nationaliste et propaysan n'est plus de mise au sommet de l'État et les programmes d'écologie/ethnobotanique appliquée des années 1980 auront des financements beaucoup plus variés¹², alors que les hiérarchies au sein du monde scientifique se restructurent. Jusqu'au début des années 1990, la politique environnementale reste presque sans moyens et surtout dirigée vers l'élaboration d'une normativité environnementale, les aires naturelles et la lutte contre la pollution urbaine, l'exil plein de déception de Gomez Pompa pour les États-Unis alors qu'il brigait le poste de secrétaire d'État à l'écologie, suivi de la fermeture forcée de l'INIREB en 1988, marquant bien la fin d'une époque.

Dans l'arène scientifique, l'institutionnalisation est également ambiguë. En plus de l'essaimage des programmes régionaux, les études bibliométriques de la discipline montrent une croissance très rapide des publications depuis 1972, avec une progression de plus en plus forte à chaque décennie suivante au Mexique, mais aussi en Amérique latine [Martinez Alfaro M. A., 1994 ; Argueta Villamar, Corona M. E. *et al.*, 2011 ; Albuquerque *et al.*, 2013]. Pourtant, à l'image de celles de Hernandez

12. Par exemple, le Programme d'utilisation intégrale des ressources naturelles (PAIR en espagnol), d'où est issue une partie de l'équipe du futur ministère de l'Environnement ou le Plan pilote forestier (PPF).

Xolocotzi, pourtant prolifique [Cruz León *et al.*, 2013], ou des actes du symposium de 1976, les formats sont souvent informels, les revues spécialisées manquent, et le caractère interdisciplinaire rentre en conflit avec les évaluations disciplinaires. Au sein de la biologie, les pratiques scientifiques *stricto sensu* de l'ethnobiologie – appliquée, engagée – sont de plus en plus stigmatisées. De plus, d'intenses controverses sur la scientificité de la discipline traversent le champ [Gomez-Pompa, 1982 ; Gomez-Pompa, 1986] et peu de chercheurs s'identifient d'abord comme ethnobotanistes tant les supports institutionnels manquent.

Double conservation : les politiques environnementales de l'ethnobiologie (les années 1990 et 2000)

La seconde période de cette « nouvelle ethnobiologie mexicaine » s'ouvre au tournant des décennies 1980 et 1990, alors que la société mexicaine connaît une très rapide internationalisation, que le soulèvement de 1994 au Chiapas met le thème indigène sur le programme politique, et que la biodiversité devient un mot-clé ; et plus spécifiquement, alors que la page des centres de recherche parapublics a été tournée, que Hernandez Xolocotzi meurt en 1991, et que la discipline connaît une première phase fragile d'institutionnalisation. Selon les trois critères qui guident notre analyse, cette nouvelle période de l'ethnobiologie est marquée par l'évolution du cadrage vers la double conservation et la diversité bioculturelle, ainsi que par la nouvelle importance des politiques de conservation de la biodiversité et du développement durable. L'expertise des ethnobiologistes est mieux valorisée, et pourtant, l'époque est aussi à la fragmentation de la communauté entre courants, entre modes d'engagement.

Évolution du grand récit : la double conservation

Si l'on se focalise sur cette dimension discursive, l'ethnobiologie se présente plus que comme une simple communauté de chercheurs marginale, comme un groupe d'intellectuels influents dans les milieux militants, participant à des réseaux transnationaux, proposant un registre narratif, des ressources symboliques pour des mobilisations sociales et même certaines politiques publiques.

À ce stade, au tournant des années 1990, dans le contexte d'internationalisation des acteurs et de leur perception des problèmes, la problématique des savoirs locaux sur la nature se cristallise selon une nouvelle figure que l'on appellera le programme politique de « la double conservation » qui affirme que « la conservation de la diversité naturelle (biodiversité) et la conservation de la diversité culturelle sont interdépendantes et nécessaires » [Dumoulin Kervran, 2007, p. 23]. Ce cadrage n'est qu'une reprise de celui de l'époque précédente, passé au filtre de deux nouveaux *topos* de la décennie 1990 : « la biodiversité », et la « pluriculturalité des peuples indigènes » [Dumoulin Kervran, 2003]. Je ne reprendrai pas ici les analyses déjà faites sur ce cadrage qui permet de faire un « alignement » entre toute une série d'acteurs issus des secteurs environnemental, indigène, développement, etc. Cet

alignement peut-être à la fois analysé comme un « malentendu productif » tant les différents secteurs s'en saisissent et se l'approprient au sein de projets différents... [Dumoulin Kervran, 2007].

Cette seconde période ressemble, pour partie, à un alignement sur le discours d'une communauté épistémique transnationale [Dumoulin Kervran, 2003] dans le contexte du développement de ce qui va devenir la mouvance altermondialiste, mais le Mexique a bien un rôle moteur dans la création de cette *narrative*, riche de ce qui est souvent appelé sa *mégadiversité* et ses mondes *subalternes*. Cette contribution spécifique des Mexicains vient de la manière dont l'ethnisation des luttes s'est opérée (présence d'un monde paysan traditionnel métis, mouvance néozapatiste longtemps rétive aux alliances environnementales¹³), et de la proposition d'un projet qui ne se cantonne pas à quelques territoires indigènes, mais continue à interroger le modèle de développement dans son ensemble. Le célèbre anthropologue Guillermo Bonfil Batalla propose dans son livre *México profundo* [Bonfil Batalla, 1987] un nouveau récit national soulignant l'existence d'un deuxième Mexique, rendu invisible, mais toujours bien présent, d'une matrice culturelle méso-américaine qui implique une autre relation globale société/nature, une totalité culturelle alternative à celle de la modernité occidentale. Dans une veine utopique assumée [Toledo, 1991], ce « projet de civilisation » s'appuie sur la revalorisation des savoirs environnementaux mis en valeur par l'ethnobiologie [Argueta Villamar, 1988 ; Vasquez Davila, 1992] et permet d' enrôler un nombre toujours plus grand d'anthropologues.

À la fin de la décennie 1990 puis de la suivante, ce programme de la double conservation se fonde dans une approche patrimoniale de célébration du local et de la diversité, à travers la diffusion d'une notion ancree dans les approches ethnobiologiques internationales, celle de « diversité bioculturelle ». Basée sur le lien entre diversité des langues et diversité des espèces, la notion se diffuse rapidement à partir du livre de Luisa Maffi [2001], et se systématisse au Mexique au cours d'une série de publications [de Toledo, 1990 à Boege, 2008] qui accompagnent cette dynamique vers l'idée de patrimonialisation avec la contribution des institutions muséales¹⁴.

Diffusion vers les mouvements sociaux et les institutions

Ce cadrage de la « double conservation » [Dumoulin Kervran, 2003] connaît ainsi durant les années 1990 et la première partie de la décennie 2000 une vigoureuse reprise par les mobilisations sociales avec la participation active de personnes formées en ethnobiologie. La diffusion se développe dans les arènes mixtes militantes académiques, à travers des ateliers, divers types de rassemblements

13. De nombreuses publications témoignent de cette convergence, mais le livre le plus volontariste, écrit par un leader de l'ethnobiologie, exprime bien cette volonté de créer un lien entre zapatisme et luttes environnementales [Toledo, 2000].

14. L'INAH produit une large réflexion sur le patrimoine naturel et culturel, le Musée d'histoire naturelle de la ville de Mexico construit par exemple en 2000 « Le monument à la diversité culturelle et naturelle » et de nombreux « Musées communautaires » suivent cette tendance.

académiques à la fin de la décennie 1990 sur le thème « peuples indigènes et biodiversité », ou des événements destinés aux organisations forestières ou paysannes (par exemple avec la Unión Nacional de Organizaciones Regionales Campesinas Autónomas, A. C., UNORCA). Progressivement, ces rassemblements s'internationalisent et s'ouvrent aussi au grand public avec ce cadrage de défense de la diversité bioculturelle, par exemple lors des *Semaines pour la diversité culturelle et naturelle* en 2001 et 2002 à San Cristobal de las Casas au Chiapas. Ce cadrage est repris progressivement par le mouvement des producteurs indiens de café organique, le mouvement de gestion communautaire des forêts, les acteurs de la promotion de la médecine traditionnelle et le secteur émergent, mais militant de l'agroécologie, puis au début de la décennie 2000, par les luttes pour la souveraineté alimentaire, et les organisations indigènes.

La mouvance de « l'environnementalisme social » [Gonzalez Martinez, 1992], dans lequel l'ethnobiologie trouve largement sa place au sein des projets de recherche-action visant à élaborer des modèles de développement rural alternatif, appuie les mouvements cités ci-dessus et ses membres vont trouver des postes dans les rangs du ministère de l'Environnement à partir de 1992-1994 [Foyer, Dumoulin Kervran, 2015]¹⁵. Cette équipe de fonctionnaires développe en particulier dans cette optique de « double conservation » la foresterie communautaire, des programmes productifs au sein des aires protégées en faveur des populations indigènes (PRO-DERS). Cette large diffusion au sein d'une partie des institutions environnementales ne doit cependant pas faire illusion : ce secteur d'action reste très faible face aux autres ministères poursuivant des politiques contradictoires vers le monde rural et cette mouvance y perd de l'importance à partir de 2001 [Dumoulin Kervran, 2009].

Une nouvelle phase est initiée au moment où l'ethnobiologie commence à prendre une place dans le système d'acteurs en pleine croissance qui se développe autour de la conservation de la biodiversité [Dumoulin Kervran, 2009], en s'appuyant sur le socle institutionnel de la Convention sur la diversité biologique (CDB). À partir de 1995, beaucoup de projets institutionnels font le lien entre organisations internationales et programmes nationaux et permettent alors de regrouper l'information nécessaire à la promotion de la double conservation. Ainsi, une série de projets financés recueille puis diffuse, avec l'appui d'ethnobiologistes, une synthèse sur les connaissances des membres de chaque ethnie du pays ainsi qu'un travail de cartographie et de bases de données (cf. l'Atlas ethnoécologique financé par CONABIO et la Banque mondiale [Toledo *et al.*, 2001]. Les acteurs de la coopération internationale reprennent progressivement certains acquis de l'ethnobiologie et de sa grammaire (cf. programmes du PNUD, PNUE), au fur et à mesure que la défense de la biodiversité et de la diversité culturelle se généralise dans ce monde. L'usage des connaissances traditionnelles pour la construction de stratégies de conservation se retrouve de manière paradigmatique dans le projet COINBIO

15. La ministre (1994-2001) Julia Carabias a copublié avec plusieurs chercheurs clés de l'ethnobiologie, par exemple : Leff, 1993].

(*Conservation, indigenous peoples and biodiversity*) financé par le GEF/Banque mondiale entre 2001 et 2008.

Une institutionnalisation dans l'arène scientifique timide et conflictuelle

Durant les décennies 1990 et 2000, la structure de la discipline évolue, entre diversification et fragmentation, et dessine une première phase d'institutionnalisation.

Si le nombre de chercheurs et de publications augmente, et qu'une masse critique d'information commence à s'accumuler, les statuts des ethnobiologistes se diversifient en dehors de l'académie : certains se tournent du côté des consultations *new-age*, alors que d'autres retournent étudier aux États-Unis et s'orientent vers un travail plus proprement universitaire, d'autres encore rentrent au service de l'État central ou des États fédérés (ministère de l'Environnement, mais aussi institut national indigéniste [INI] et Direction générale des cultures populaires). Finalement, les chercheurs en ethnobiologie « en poste » dans l'académie ne sont que quelques dizaines au Mexique¹⁶. Beaucoup des anciens programmes de recherche ancrés dans un contexte régional spécifique subsistent, et beaucoup d'universités abritent des cours d'ethnobotanique (souvent en collaboration avec les universités nord-américaines), mais sans la même visibilité ni la même foi que durant les années 1970 et 1980¹⁷. Certaines thématiques comme la *milpa* (érigée en modèle absolu de polyculture traditionnelle méso-américaine), les jardins familiaux ou la médecine traditionnelle continuent leur développement, alors que certaines sous-disciplines comme l'ethnomycologie, l'entomophagie (*sic*) ou l'archéo-ethnobiologie deviennent également des caractéristiques fortes de la trajectoire mexicaine.

Cette communauté reste en fait éclatée, à l'image de ses programmes de recherche et de ses publications, avec des communications de plus en plus intermittentes au cours des années 1990 et 2000. Pourtant, l'Association mexicaine de l'ethnobiologie est fondée en 1992 et ses congrès bisannuels constituent enfin un lieu de visibilité de la discipline, même si elle ne parvient pas à réunir tous les courants de l'ethnobiologie mexicaine. La revue *Etnoecología* est créée en 1992, puis la revue *Etnobiología* en 2000. Le terme lui-même d'ethnobiologie s'est donc substitué à celui d'ethnobotanique et regroupe un plus large éventail de recherches même si l'ethnobotanique continue à être sa colonne vertébrale. Au sein de l'arène scientifique, la discipline est contestée dans les sciences de la vie pour ses méthodes (ou trop faible quantification et maîtrise insuffisante des langues indigènes de travail, importation mal maîtrisée des catégories anthropologiques), sa faible productivité en publications, ou son faible taux d'étudiants se professionnalisant

16. Selon M. A. Martínez Alfaro dans une interview de 2000 : ils ne seraient que 24 !

17. En particulier le Jardin botanique de la UNAM (Sierra Norte de Puebla, Yucatán, Oaxaca, Zone Tarahumara-Chihuahua), la faculté des sciences de la UNAM (Tuxtlas, zone Purépecha), l'Institut polytechnique, la UAM, ECOSUR au Chiapas, université du Yucatán et Quintana Roo, de Veracruz, Jardin ethnobotanique de Oaxaca, mais aussi tout un réseau national des Musées botaniques et enfin les projets internationaux comme ceux de Brent Berlin [Dumoulin Kervran, Foyer, 2004] dans les Altos du Chiapas, mais aussi beaucoup d'autres liens avec les universités américaines principalement. Les trois secteurs concernés : botanistes, agronomes et anthropologues se sont rapprochés et travaillent souvent ensemble.

réellement. Le projet de *réversion* des connaissances ethnobotaniques aux communautés par les scientifiques, tant discuté depuis les années 1970, s'est diversifié dans ses modalités et a bien marqué la trajectoire mexicaine, mais n'a pu trouver de modalités généralisables.

Les controverses scientifiques (et politiques) internes sont également très sévères, au sujet du renouvellement des pratiques disciplinaires et de son cadre théorique, et malgré l'Association mexicaine d'ethnobiologie, le champ reste très divisé, en particulier à cause des violentes polémiques sur la bioprospection qui vont déchirer le milieu à partir de 1999. Malgré l'établissement de contrats précédents dans d'autres régions indigènes, c'est l'ICBG Maya qui cristallise toutes les polémiques sur les rapports entre scientifiques et communautés¹⁸ [Dumoulin Kervran, Foyer, 2004]. Comme l'a bien montré Cori Hayden [2003] ces projets tendent en grande partie à créer les figures qu'ils convoquent et que les ethnobiologistes ont contribué à forger : des biens (savoirs identifiés, isolés et formalisés donc commercialisables) et des sujets possesseurs de propriété intellectuelle (des communautés indigènes savantes dont les porte-parole légitimes peuvent signer des contrats). Le projet sera finalement arrêté, mais les cicatrices au sein du milieu de l'ethnobiologie mettront dix ans à se refermer.

Conclusion

Depuis la fin des années 2000, une nouvelle époque s'est ouverte, principalement marquée par la réunification de la communauté de l'ethnobiologie mexicaine dans l'arène académique. Malgré les appuis que l'ethnobiologie a pu un temps trouver dans les institutions environnementales, cette époque a été celle de la désillusion face au rôle de l'État central, conduisant à un recentrage sur les stratégies locales (biodiversité tropicale, médecine traditionnelle, biodiversité marine, écotourisme et patrimoine, paiements pour services environnementaux). Les politiques environnementales plus modestes intègrent l'approche patrimoniale et donnent une certaine légitimité aux travaux d'ethnobiologie, par exemple à travers la constitution de banques des données bioculturelles, ou bien par l'intégration de la biodiversité cultivée dans les politiques de conservation (exemple du PROMAC, *Programa de conservación de maíz criollo* lancé au plan national en 2008 et reprenant une thématique majeure depuis Hernandez X.). Ainsi les ethnobiologistes du Red de Etnoecología y Patrimonio biocutural ont été sollicités pour suivre le programme, même si leur influence a été limitée par la bureaucratisation [Foyer, Fenzi, 2015].

La capacité à diffuser largement un grand récit reste forte, et le cadrage sur la double conservation évolue, toujours plus connecté aux évolutions internationales. Le cadrage dominant est devenu la critique de la domination épistémique de la

18. Ces polémiques autour des programmes « International Cooperative Biodiversity Groups Program » financés par les institutions de recherches nord-américaines ont fait couler beaucoup d'encre et ont divisé durement les ethnobiologistes mexicains, car elles illustrent la dimension extractive et inégalitaire de la discipline.

science occidentale (« colonialidad » du savoir [Mignolo, Escobar, 2008 ; 2003]), mais sans que cette montée en généralité puisse être taxée de différentialiste tant elle s'articule presque toujours à la volonté d'instaurer un « dialogue de savoirs » [Argueta Villamar, 2011] et de promouvoir une transformation des institutions nationales – ainsi que des solutions locales, basées sur la « diversité bioculturelle », la mémoire et le patrimoine. À une époque où le thème indigène est moins clivant, une multitude d'organisations locales, mais aussi d'intellectuels se saisissent de ce grand récit.

L'Association mexicaine d'ethnobiologie parvient à rassembler au-delà des clivages de la période précédente. Elle se renforce à travers sa revue *Etnobiología* (et le renouveau de la revue *Etnoecologica*) et ses congrès, celui de 2014 connaissant une affluence bien au-delà des précédents et illustrant la réunification des courants. Les publications de synthèse et les cours se multiplient dans les universités du pays, et l'agence scientifique nationale (CONACYT) finance à partir de 2012 un réseau de recherche national sur l'ethnoécologie (Red de Etnoecología y Patrimonio biocultural), signe incontestable de sa légitimité scientifique.

La volonté de sortir d'une hégémonie scientifique nord-américaine est illustrée par les tentatives de se rapprocher de l'école française qui ont eu lieu à la fin des années 1970 et la décennie 1980 (cf. entretiens avec de nombreux ethnobiologistes mexicains et avec Claudine Friedberg du MNHN). Malgré tout, et même si ce mouvement ne va pas sans retour en arrière, commence en 1992 un rapprochement avec la Société Internationale d'ethnobiologie plutôt dominée par les Nord-Américains (États-Unis et Canada). La création de la *Sociedad Latinoamericana de Etnobiología* en 2008 est bien impulsée par la société mexicaine dont la revue va devenir la revue de la société latino-américaine. Pourtant, cette recherche d'une organisation régionale spécifique s'accompagne aussi d'un certain alignement avec les problématiques internationales telles que l'histoire officielle de la discipline les présente, par exemple avec l'importance du projet d'une charte éthique de la profession [Hunn, 2007].

Il existe malgré tout de nombreuses spécificités à la trajectoire historique mexicaine par rapport à la périodisation dominante : l'histoire est au Mexique longue de plusieurs siècles alors que la rénovation n'a lieu qu'au début des années 1970, combinant recherche *emic*, environnementale et en partenariat avec les communautés. Plus encore, l'ethnobiologie mexicaine se différencie nettement de la manière de raconter cette histoire, car elle a, depuis sa rénovation, toujours tenté, dans une veine utopique, de formuler un modèle de développement alternatif pour l'ensemble de la population, puisqu'il relie la rénovation de la nation et de l'essence même du développement. Si l'ethnobiologie a permis depuis longtemps de poser le problème de la spécificité de « la science » vis-à-vis d'autres systèmes de connaissances, les Mexicains se sont beaucoup interrogés sur la dimension sociale et politique de cette domination épistémique et les choix pratiques qui en découlent.

L'institutionnalisation de la discipline au Mexique illustre une riche contribution aux discussions internationales de l'ethnobiologie, plutôt qu'un simple processus

d'alignement. Pourtant, cette périodisation décalée de la trajectoire mexicaine de l'ethnobiologie inviterait aussi à élaborer des comparaisons avec d'autres grands pays du Sud comme le Brésil, l'Inde ou l'Indonésie, afin de mieux écrire l'histoire globale de la discipline¹⁹.

Enfin, l'idée de « discipline rebelle » figurant dans le titre de cet article peut sembler un oxymore, mais renvoie précisément à la notion de « plaidoyer épistémique » [Hayden C., 2003]. Cette dernière permet de bien rendre compte de cette trajectoire puisque les ethnobiologistes mexicains se sont en effet mobilisés, non seulement comme beaucoup de chercheurs en sciences sociales latino-américains qui se veulent engagés dans leur société, mais aussi pour faire pression sur les institutions et transformer la hiérarchie dominante des savoirs et de leur légitimité. On pourrait même parler avec Mario Blaser [2009] d'« ontologie politique », puisque ces savoirs sur la nature et l'existence d'autres « nature-culture », fondements d'une « altérité radicale », sont aujourd'hui mobilisés de plus en plus par les acteurs indigènes eux-mêmes, et sont utilisés stratégiquement dans des conflits politiques dans les pays du Sud.

L'ethnobiologie maintient donc une position marginale dans l'arène scientifique et elle demande des compétences très variées pour remplir tous les critères de scientificité (double culture, sciences sociales/naturelles, langue rare, compétence de laboratoire et de terrain, etc.). On a vu en revanche qu'elle a constitué une forte inspiration pour le renouvellement des *narratives* politiques et qu'elle a – et aura – une position clé pour contribuer à construire des sociétés pluriculturelles ou « la science » accepte plus modestement le dialogue²⁰. Les savoirs environnementaux traditionnels ont connu une carrière internationale exceptionnelle, jusqu'à arriver à présent aux arènes climatiques, portant toujours une dimension rhétorique, mêlant toujours science et politique. Pourtant, beaucoup d'ethnobiologistes au plan international [Wolverton, 2013] ou mexicain, regrettent que la discipline ne soit pas plus souvent impliquée concrètement dans la recherche de solutions aux manifestations locales de la crise environnementale et ne parvienne pas à toucher le grand public.

19. Les études d'ethnobiologiques portent en général soit sur des groupes culturels particuliers, soit sur une discussion générale de la nature de ces savoirs traditionnels. Les études sur l'histoire de la discipline restent rares et plus encore les études sur les trajectoires nationales qui pourraient cependant apporter beaucoup à une discussion sur l'hégémonie dans les sciences, sur les régimes nationaux de l'altérité et les modernités alternatives. La création de la Société latino-américaine d'ethnobiologie permet depuis quelques années de faire émerger ces différentes trajectoires de ce continent et de confronter différentes manières de pratiquer la discipline. On peut trouver des perspectives intéressantes sur le Brésil [Diegues, 2014], sur l'Indonésie [Li, 2001] ou sur l'Inde [Gupta, 1998], mais ces comparaisons des trajectoires nationales de l'ethnobiologie sont encore à faire. La spécificité de la trajectoire française est également un point important de cette discussion [Brousse, 2011 ou Demeulenaere, 2017].

20. Le thème du dialogue des savoirs, fort au Mexique, se retrouve également dans l'ethnobiologie nord-américaine [Anderson, 2011].

Bibliographie

- AKRICH M., LATOUR B., CALLON M. (dir.) [2006], *Sociologie de la traduction : textes fondateurs*, Paris, Presses de l'École des mines.
- ALBUQUERQUE U. P., JOSIVAN SOARES S., LOUREIRO ALMEIDA J. C., SILVA SOUSA R., SILVA T. C., ROMEU NOBREGA ALVES R. [2013], « The current status of ethnobiological research in Latin America : gaps and perspectives », *Journal of Ethnobiology and Ethnomedicine*, vol. 9, n° 1, 72 p. : www.ethnobiomed.com/content/9/1/72 (page consultée le 12 décembre 2017).
- ANDERSON E. N., PEARSALL D. M., HUNN E. S., TURNER N. J. (dir.) [2011], *Ethnobiology*, Hoboken (N. J.), Wiley-Blackwell.
- ANONYME [1982], *Memorias del simposio de etnobotánica*, México, Institut national d'anthropologie et d'histoire (INAH).
- ARGUETA VILLAMAR A. [1988], Etnobiología y civilización mesoamericana, *México Indígena* vol. 4, n° 24, p. 17-23.
- ARGUETA VILLAMAR A. [2011], « Introducción » et « Conclusión. El diálogo de saberes, una utopía realista », in ARGUETA A., CORONA M. E., HERSCH P. (coords), *Saberes colectivos y diálogo de saberes en México*, México, université nationale autonome de México (UNAM), Institut national d'anthropologie et d'histoire (INAH), université Ibéro-américaine (UIA), p. 11-47 et p. 495-510.
- BARRERA A. (dir.) [1979], *La Etnobotánica : tres puntos de vista y una perspectiva*, México, Instituto de investigaciones sobre recursos bióticos, Xalapa, université autonome Chapingo (UAC).
- BLASER M. [2009], « Political ontology : cultural studies without "cultures" ? », *Cultural studios*, vol. 23, n° 5-6, p. 873-896.
- BOEGE E. [2008], *El patrimonio biocultural de los pueblos indígenas de México : hacia la conservación in situ de la biodiversidad y agrobiodiversidad en los territorios indígenas*, México, Instituto Nacional de Antropología e Historia (INAH), Comisión nacional para el desarrollo de los pueblos indígenas (CNDPI).
- BONFIL BATALLA G. [1987], *México profundo. Una civilización negada*, México, Secretaría de Educación Pública (SEP), Centro de investigaciones y estudios superiores en antropología social (CIESAS).
- BROUSSE C. [2011], « Une analyse historique et ethnobotanique des relations entre les activités humaines et la végétation prairiale », *Fourrages*, n° 208, p. 245-251.
- BROUSSE C. [2015], « L'ethnobotanique au carrefour du Muséum national d'Histoire naturelle et du Musée ethnologique de Salagon (Alpes-de-Haute-Provence) », *Revue d'ethnoécologie*, n° 7, 37 p. : <http://journals.openedition.org/ethnoecologie/2157> (consulté le 30 septembre 2016).
- CABALLERO J. [1979], « Perspectivas para el que hacer etnobotánico en México », in BARRERA A. (dir.), *La Etnobotánica : tres puntos de vista y una perspectiva*, Xalapa, México, Instituto de investigaciones sobre recursos bióticos, p. 29.
- CEPAL : www.cepal.org/es/infografias/los-pueblos-indigenas-en-america-latina (consulté le 20 décembre 2016).
- CLÉMENT D. [1998a], « The historical foundations of ethnobiology (1860-1899) », *Journal of ethnobiology*, n° 18, p. 161-187.
- CLÉMENT D. [1998b], « L'ethnobiologie/Ethnobiology », *Anthropologica*, n° 40, p. 7-34.

- CRUZ LEÓN A., RAMÍREZ CASTRO M., COLLAZO-REYES F., FLORES VARGAS X. [2013], « La obra escrita de Efraím Hernández Xolocotzi, patrimonio y legado », *Revista de geografía agrícola*, n° 50-51, p. 7-29.
- DESCOLA P. [2011], *L'écologie des autres. L'anthropologie et la question de la nature*, Versailles, Quae.
- DE SOUSA SANTOS B. [2011], « Épistémologies du Sud », *Études rurales*, vol. 1, n° 187, p. 21-49.
- DEMEULENAERE É. [2017], « L'anthropologie au-delà de l'anthropos. Un récit par les marges de la discipline », in BLANC G., DEMEULENAERE É., FEUERHAHN W. (dir.), *Humanités environnementales. Enquêtes et contre-enquêtes*, Paris, Publications de la Sorbonne, p. 43-73.
- DIAZ LEON M. A., ARTEMIO CRUZ L. (dir.) [1998], *Nueve mil años de agricultura en México*, México DF, G.E.A., université autonome Chapingo.
- DUMOULIN KERVRAN D. [2003], « Local knowledge in the hands of transnational NGO Networks : a mexican viewpoint », *International journal of social sciences*, n° 178, p. 593-605.
- DUMOULIN KERVRAN D. [2007], « Grandeur et décadence de la double conservation dans les arènes internationales », *Quaderni*, n° 64, p. 23-36.
- DUMOULIN KERVRAN D. [2009], « Un rythme mexicain dans le temps mondial de la conservation de la nature ? », in FROGER G., GERONIMI V., MERAL Ph., SCHEMBRI P. (dir.), *Diversité des politiques de développement durable. Temporalités et durabilités en conflit à Madagascar, au Mali et au Mexique*, Paris, Khartala-GEMDEV, p. 95-124.
- DUMOULIN KERVRAN D., FOYER J. [2004], « ONG transnationales et experts dans le débat démocratique : bioprospection et savoir indigène au Mexique », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 54, p. 95-122.
- DUMOULIN KERVRAN D., OLLIVIER G. [2013], « Comment peut-on être systématicien ? Faire exister une communauté scientifique : le cas français dans la dynamique internationale », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 7, n° 2, p. 365-410.
- DWYER P. D. [2005], « Ethnoclassification, ethnoecology and the imagination », *Le Journal de la société des océanistes*, n° 120-121, p. 11-25.
- FORD R. I. [2011], History of ethnobiology, in ANDERSON E. N., PEARSALL D. M., HUNN E. S., TURNER N. J., *Ethnobiology*, Hoboken (N. J.), Wiley-Blackwell, p. 15-26.
- FOYER J., FENZI M. [2015], « Does knowledge matter ? Rendre la conservation de l'agrobiodiversité mexicaine gouvernable », version provisoire de la communication présentée à la *ST56 du congrès de l'AFSP*, Aix-en-Provence, juin 2015.
- FOYER J., DUMOULIN KERVRAN D. [2015], « The Environmentalism of NGOs versus environmentalism of the poor ? Mexico's social environmentalism coalitions », in ALMEIDA P., CORDERO A., *Handbook of social movements across Latin America*, Rotterdam, Springer Press, p. 223-235.
- FOYER J., DUMOULIN KERVRAN D. [2017], « The climatization of traditional knowledge : the mirror image of hegemonic knowledge and power production ? », in AYKUT S., FOYER J., MORENA E., *Globalizing the climate. Climatizing the world*, London, Routledge.
- FRIEDBERG C. [2005], Ethnoscience et autres ethno « machins » aujourd'hui, *Le Journal de la société des océanistes*, n° 120-121, p. 27-30.
- GÓMEZ-POMPA A. [1982], « La etnobotánica en México », *Biótica*, vol. 7, n° 2, p. 151-161.
- GÓMEZ-POMPA A. [1986], « La botánica económica : un punto de vista », *Revista de la Academia Colombiana de ciencias exactas, físicas y naturales*, vol. 16, n° 61, p. 57-64.

- GÓMEZ-POMPA A. [1993], « Las raíces de la etnobotánica mexicana », in GUEVARA S., MORENO-CASASOLA P., RZEDOWSKI J. (dir.), *Logros y perspectivas del conocimiento de los recursos vegetales de México en vísperas del siglo XXI*, México DF, Instituto de Ecología AC, Sociedad botánica de México, p. 2-37.
- GONZÁLEZ MARTÍNEZ A. [1992], « Socioecological struggles in Mexico : the prospects », *International journal of ociology and social policy*, vol. 12, n° 4-7, p. 113-128.
- GUPTA A. [1998], *Postcolonial developments : agriculture in the making of modern India*, Durham (N. C.), Duke University Press.
- HAYDEN C. [2003], *When nature goes public : the making and unmaking of bioprospecting in Mexico*, Princeton (N. J.), Princeton University Press.
- HERNANDEZ XOLOCOTZI E. [1978], « La investigación de huarache », *Narxhi-Nhanda*, n° 8, 9, 10 (sans pagination), (aussi dans *Tzapinco*, 2000, n° 174, Chapingo, Mexico, université autonome Chapingo).
- HERNANDEZ XOLOCOTZI E. [1985], *Xolocotzia. Obras de Hernandez Xolocotzi*, tome 1 et 2, Chapingo, Mexico, université autonome de Chapingo.
- HIDAYATI S., MERLIN FRANCO F., BUSSMANN R. [2015], « Ready for phase 5 – current status of ethnobiology in Southeast Asia », *Journal of ethnobiology and ethnomedicine*, vol. 11, n° 17.
- HINKE N. [2012], *El Instituto Médico Nacional. La política de las plantas y los laboratorios a fines del siglo XIX*, Mexico, UNAM.
- HUNN E. [2007], Ethnobiology in Four Phases, *Journal of ethnobiologie*, n° 27, p. 1-10.
- JANKOWSKI F. [2014], La diffusion de savoirs agroécologiques dans l'état (Mexique), *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 8, n° 3, p. 619-641.
- LEDESMA-MATEOS I., BARAHONA A. [2003], The Institutionalization of biology in Mexico in the Early 20th Century. The Conflict between Alfonso Luis Herrera (1868-1942) and Isaac Ochoterena (1885-1950), *Journal of the history of biology*, vol. 36, n° 2, p. 285-307.
- LEFF E., CARABIAS J. (coord.) [1993], *Cultura y manejo sustentable de los recursos naturales*, 2 volumes, Mexico, Centre de recherches interdisciplinaires en sciences humaines (IIH), université nationale autonome de Mexico (UNAM), Miguel Angel Porrúa.
- LI T. M. [2001], « Locating indigenous environmental knowledge in Indonesia », in ELLEN R. F., PARKES P., BICKER A. (dir.), *Indigenous environment al knowledge and its transformations : critical anthropological perspectives*, London, – Routledge, p. 121-149.
- MAFFI L. (dir.) [2001], *On biocultural diversity : linking language, knowledge, and the environment*, Washington (D. C.), Smithsonian institution press.
- MARTINEZ ALFARO M. A. [1994], Estado actual de las investigaciones etnobotánicas en México, *Boletín de la Sociedad botánica mexicana*, n° 55, p. 65-74.
- MIGNOLO W., ESCOBAR A. (dir.) [2008], *Globalization and the decolonial option*, Londres, Routledge.
- NABHAN G. P. [2009], Perspectives in ethnobiology : bridging disciplines, cultures and species, *Journal of ethnobiologie*, vol. 29, n° 1, p. 3-7.
- PESTRE D. [2006], *Introduction aux sciences studies*, Paris, La Découverte.
- ROUE M. [2012], « Histoire et épistémologie des savoirs locaux et autochtones », *Revue d'ethnoécologie*, n° 1, 15 p. : <http://ethnoecologie.revues.org/813> (consulté le 19 octobre 2016).
- SCHULTES R. E., VON REIS S. (dir.) [1995], *Ethnobotany : evolution of a discipline*, Portland (Or.), Dioscorides Press.

- SIMONIAN L. [1999], *La defensa de la tierra del jaguar : una historia de la conservación en Mexico*, Mexico, Comisión nacional para el conocimiento y uso de la biodiversidad (CONABIO), Secretaría de medio ambiente, recursos naturales y pesca (SEMARNAP).
- SOTO LAVEAGA G. [2009], *Jungle laboratories : mexican peasants, national projects, and the making of global steroids*, Durham (N. C.), Duke University Press.
- THOMAS F., BOISVERT V. (dir.) [2015], *Le pouvoir de la biodiversité. Néolibéralisation de la nature dans les pays émergents*, Marseille, Versailles, IRD, Quae.
- TOLEDO V. M. [1990], « Ecología e indianidad », *Mexico Indígena*, n° 13, p. 16-22.
- TOLEDO V. M. [1991], « Toda la utopía. El nuevo movimiento ecológico de los indígenas de México », *Ojarrasca*, n° 2, p. 14-24.
- TOLEDO V. M. [1995], « New paradigms for a new ethnobotany : reflections on the case of Mexico », in SCHULTES R. E., VON REIS S. (dir.), *Ethnobotany : évolution of a discipline*. Portland (Or.), Dioscorides Press, p. 75-92.
- TOLEDO V. M. [2000], *El Zapata verde*, Mexico, Quinto sol.
- TOLEDO V. M., ALARCÓN-CHAIRES P., MOGUEL P., OLIVIO M., CABRERA A., LEYEUQUIEN E., RODRIGUE-ALADABE A. [2001], « El Atlas etnoecológico de México y Centroamérica : fundamentos, métodos y resultados », *Etnoecología*, vol. 6, n° 8, p. 7-41.
- VASQUEZ DAVILA M. A. [1992], « Etnoecología de un México Profundo », *América Indígena*, n° 1-2, p. 169-202.
- WYNDHAM F. S., LEPOFSKY D., TIFFANY S. [2011], « Taking stock in ethnobiology : where do we come from ? What are we ? Where are we going ? », *Journal of ethnobiology*, n° 31, p. 110-127.
- WOLVERTON S. [2013], « Ethnobiology 5 : interdisciplinarity in an era of rapid environmental », *Ethnobiology letters*, vol. 4, n° 21-25.